



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/n° 446 /6.1

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
STATIONNEMENT ABUSIF SUR LES PARCS CLOS DE LA COMMUNE (P1-P2-P3-P4-P5-P9)**

LE MAIRE,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le code de la justice administrative et notamment l'article R 421-2

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal

Vu le Code de la Route notamment les articles R.417-12 et L 325-1 à L 325-3

Vu la circulaire n° 86-230 du Ministère de l'intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire

Considérant que de nombreux véhicules stationnent de manière ininterrompue en un même point pendant de longues durées, accentuant les difficultés déjà existantes d'emplacements disponibles sur la commune, il convient par conséquent de réglementer de la durée maximum du stationnement afin de favoriser la rotation des véhicules sur les parcs clos de la commune (P1 – P2 – P3 – P4 – P5 et P9)

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté annule et remplace tous les précédents arrêtés réglementant le stationnement abusif sur les parcs clos de la commune.

ARTICLE 2 : Le stationnement abusif de tous les véhicules à moteurs est interdit sur tous les parcs clos de la commune, dénommés P1 – P2 – P3 – P4 – P5 et P9.

Est considéré comme abusif, tout stationnement d'un véhicule en un même point et sur une durée excédant sept jours.

ARTICLE 3 : En cas d'infraction au présent arrêté municipal, le propriétaire du véhicule est verbalisé de l'amende forfaitaire de 2 ème classe

ARTICLE 4 : Dans la mesure où le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement abusif, la mise en fourrière est prescrite dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3 du code de la route

ARTICLE 5 : Les contraventions au présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la Route.

Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés par les agents de Police, de gendarmerie et les agents de la Police Municipales assermentés à cet effet.

ARTICLE 6: Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchères 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes, monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi, monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 17 août 2021

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

